|  |
| --- |
| **Règlement type des écoles maternelles et élémentaires publiques de la Haute-Garonne** |

Préambule page 1

Le principe de l’obligation d’instruction page 2

Le principe de gratuité page 2

Le principe de neutralité page 2

Le principe de laïcité page 3

Le principe de continuité page 3

**Titre 1 – Inscription et admission page 4**

1.1 Inscription page 4

1.1.1 Dispositions communes aux écoles maternelles et élémentaires page 4

1.1.2 Changement d’école page 4

1.1.3 Dispositions propres à l’école maternelle page 5

1.1.4 Dispositions propres à l’école élémentaire page 5

1.2 Admission page 5

1.2.1 Dispositions communes aux écoles maternelles et élémentaires page 5

1.2.2 Registre des élèves inscrits page 6

1.3 Dispositions particulières (cf. annexe 2 sur l’admission des élèves à besoin particulier) page 6

**Titre 2 – Fréquentation et obligation scolaires page 6**

2.1 Dispositions générales page 6

2.2 Dispositions particulières à l’école maternelle page 6

2.3 Dispositions communes aux élèves relevant de l’obligation scolaire page 7

a – l’inscription sur les listes scolaires page 7

b – prévention et traitement de l’absentéisme page 7

**Titre 3 – L’organisation du temps scolaire page 8**

3.1 Régime de droit commun page 8

3.2 Régimes dérogatoires page 9

3.3 Dispositions communes (les activités pédagogiques complémentaires) page 9

3.4 Les projets éducatifs territoriaux page 10

3.5 Les pouvoirs du maire page 10

**Titre 4 – Éducation et vie scolaire** **page 10**

4.1 Dispositions générales page 10

4.2 Lutte renforcée contre de harcèlement scolaire page 11

4.3 Respect de la laïcité page 11

4.4 Liberté de conscience des élèves page 11

4.5 Le téléphone portable page 12

4.6 L’interdiction de fumer et de vapoter page 12

4.7 L’interdiction des distributeurs automatiques de boissons et des boissons énergisantes page 12

4.8 Droit à l’image page 12

4.9 Utilisation des technologies de l’information, de la télécommunication et de l’internet page 12

4.10 Projet d’école page 13

4.11 Sorties scolaires page 13

**Titre 5- Droits et obligations des membres de la communauté éducative page 13**

5.1 Les élèves page 14

5.2 Les parents et l’autorité parentale (cf. annexe 1) page 14

5.3 Les personnels enseignants et non enseignants page 14

5.4 Les partenaires et intervenants page 14

5.5 Les règles de vie à l’école

**Titre 6 – Utilisation des locaux page 15**

6.1 Utilisation des locaux – responsabilité page 16

6.2 L’entrée des locaux pendant le temps scolaire page 16

6.3 L’hygiène page 16

6.4 La santé et la sécurité au travail (cf. annexe 3) page 16

**Titre 7 – Protection de l’enfance et surveillance page 16**

7.1 La protection de l’enfance page 16

7.2 Surveillance – dispositions générales page 17

7.3 Accueil et remise des élèves aux familles page 18

7.3.1 Dispositions communes à l’école maternelle et élémentaire page 18

7.3.2 Dispositions particulières à l’école élémentaire page 18

7.3.3 Dispositions particulières à l’école maternelle page 18

7.3.4 Le droit d’accueil page 18

7.5 Conditions de participations des personnes extérieures aux activités d’enseignement page 19

7.5.1 Objectifs page 19

7.5.2 Rôle de l’enseignant page 19

7.5.3 Typologie des interventions page 19

**Document acté le 27 juin 2022  
par le directeur académique des services de l’éducation nationale   
de la Haute-Garonne agissant par délégation du recteur de l’académie de Toulouse**

**Après avis du Comité technique spécial départemental (CTSD) du 10 juin 2022.**

**Après avis du Conseil départemental de l’éducation nationale (CDEN) du 23 juin 2022.**

**Préambule**

**Le principe de l’obligation d’instruction :**

Depuis la [loi Jules Ferry du 28 mars 1882](http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf), l’instruction est obligatoire pour tous les enfants de nationalité française ou étrangère résidant en France à partir de l’âge de six ans.

La [loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038829065/2022-03-22/) rend l’instruction obligatoire à partir de l’âge de 3 ans.

La scolarité obligatoire doit garantir à chaque élève les moyens nécessaires à l’acquisition [d’un socle commun de connaissances, de compétences et de culture](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=7C69255296265603616ABBB7F428A18B.tplgfr38s_2?idSectionTA=LEGISCTA000006166882&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200725), auquel contribue l’ensemble des enseignements dispensés au cours de la scolarité. Le socle doit permettre la poursuite d’études, la construction d’un avenir personnel et professionnel et préparer à l’exercice de la citoyenneté […].

L’acquisition du socle commun par les élèves fait l’objet d’une évaluation, qui est prise en compte dans la poursuite de la scolarité ([art.L122-1-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027682636&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150211)).

**Le principe de gratuité**:

Le principe de gratuité de l’enseignement primaire public est posé par la [loi du 16 juin 1881](http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/juin1881.pdf). L’enseignement dispensé dans les écoles publiques est gratuit ([art.L132-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038901897&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902)).

**Le principe de neutralité**:

Il signifie que le service public d’éducation est assuré de façon identique à l’égard des personnels et des usagers du service. Ce principe se décline comme suit :

— la neutralité politique : elle s’applique strictement aux personnels dans leur mission d’enseignement. Ils doivent s’abstenir de toute propagande. Elle s’impose également aux élèves.

— la neutralité commerciale : le service public d’éducation répond à un but d’intérêt général. Le domaine commercial ne s’immisce pas dans l’école, ce qui implique que toute publicité en faveur d’une entreprise commerciale y est interdite.

— la neutralité religieuse : dans le respect des convictions personnelles, la laïcité à l’école a pour objet de permettre aux élèves de vivre ensemble, à égalité et dans le respect de chacun.

**Le principe de laïcité**:

La laïcité institue la distinction entre, d’une part, un espace privé, lieu de la liberté de conscience, des convictions métaphysiques relevant du domaine de l’intime et, d’autre part, un espace citoyen où la liberté d’expression interdit le prosélytisme ainsi que le port de tout signe religieux ostensible.

Ainsi, à l’école, la laïcité implique une éthique structurée par les valeurs de respect mutuel, de tolérance réciproque, de rencontre et de partage dans le cadre de programmes laïques.

**Le principe de continuité**:

Il s’analyse comme la nécessité de répondre aux besoins d’intérêt général sans interruption. L’ensemble des enseignements est dispensé aux élèves selon des programmes établis et dans le respect du calendrier scolaire.

**Article 1 :**

Le règlement intérieur de chaque école maternelle et élémentaire publique est voté par le conseil d’école sur proposition du directeur d’école par référence aux dispositions du règlement type départemental ([art.R411-5 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=EDF97170CF72F1B9DDD0E9B8B7294891.tplgfr21s_3?idArticle=LEGIARTI000025165052&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=)).

Ce règlement intérieur est approuvé par le conseil d’école lors de sa première réunion puis affiché dans l’école par le directeur d’école et remis aux parents d’élèves ([art.D411-6 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018380814&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150211)). Il détermine les droits et devoirs des membres de la communauté éducative ; il rappelle les principes de l’école inclusive et principaux droits et devoirs qui y sont attachés ([art.L401-2 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=EDF97170CF72F1B9DDD0E9B8B7294891.tplgfr21s_3?idArticle=LEGIARTI000038902238&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=)).

La devise de la République, le drapeau tricolore et le drapeau européen sont apposés sur la façade des écoles. [La Déclaration des droits de l’homme et du citoyen (DDHC) du 26 août 1789](https://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Constitution/Declaration-des-Droits-de-l-Homme-et-du-Citoyen-de-1789), ainsi que la « [Charte de la laïcité à l’école](https://www.education.gouv.fr/sites/default/files/imported_files/document/t-l-charger-et-imprimer-l-affiche-de-la-charte-de-la-la-cit-l-cole-au-format-a4-559.pdf)» sont affichées de manière visible dans les locaux des écoles ([art.L111-1-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027679559&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150916)).

L’emblème national de la République française, le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge, le drapeau européen, la devise de la République et les paroles de l’hymne national sont affichés dans chacune des salles de classe des établissements du premier degré public ([art.L111-1-2 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038847723&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200319)).

Lorsqu’une carte de France est affichée dans une salle de classe d’un établissement du premier degré, elle représente aussi les territoires français d’outre-mer [(art.L111-1-3 du code de l’éducation)](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038847746&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200319).

[Circulaire n°2013-144 du 6 septembre 2013 relative aux valeurs et symboles de la République](https://www.education.gouv.fr/node/266009)

**Article 2 :**

Le règlement type départemental des écoles élémentaires et des écoles maternelles publiques de la Haute-Garonne est fixé comme suit :

|  |
| --- |
| **Titre 1 – Inscription et admission** |

* 1. **Inscription**

## **1.1.1 Dispositions communes aux écoles maternelles et élémentaires**

Les personnes responsables d’un enfant, qui souhaitent le scolariser dans une école publique, doivent en demander l’inscription auprès du maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l’école concernée.

Dans la limite de ses attributions, le maire, agissant en qualité d’agent de l’Etat, leur délivre le certificat d’inscription correspondant après avoir vérifié leur qualité de responsables de l’enfant ([art.L131-5 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=EDF97170CF72F1B9DDD0E9B8B7294891.tplgfr21s_3?idArticle=LEGIARTI000038904403&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=)).

Sont considérées comme personnes responsables en matière d’inscription et de radiation : les parents, le tuteur ou ceux qui ont la charge de l’enfant, soit qu’ils en assument la charge à la demande des parents, du tuteur ou d’une autorité compétente, soit qu’ils exercent sur lui, de façon continue, une autorité de fait ([art.L131-4 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524427)).

Le principe est celui de l’inscription au sein d’une école située sur le territoire de la commune de résidence ([art.L131-6 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=7EAA3F322B6F66656113C9E380B0F408.tplgfr28s_1?idArticle=LEGIARTI000038901964&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=)).

Le maire de la commune de résidence dont dépend l’école délivre un certificat d’inscription qui indique, lorsque la commune dispose de plusieurs écoles, celle que l’enfant doit fréquenter. Dans les communes dotées de plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération du conseil municipal ou, le cas échéant, lorsque les dépenses de fonctionnement des écoles ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), par l’organe délibérant de cet EPCI ([art.L212-7 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524516&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150211)).

Conformément à [l’article L131-6](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038901964&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200901), [l’article D131-3-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000042060393&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200901) précise les pièces qui peuvent être demandées aux personnes responsables d’un enfant à l’appui d’une demande d’inscription sur la liste des enfants de la commune soumis à l’obligation scolaire que le maire doit établir chaque année à la rentrée scolaire. A cet effet, le maire peut demander aux personnes responsables d’un enfant soumis à l’obligation d’instruction un document justifiant de leur identité et de celle de l’enfant dans les conditions prévues par l’[article R113-5 du code des relations entre le public et l’administration](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000031366350&idArticle=LEGIARTI000031370019&dateTexte=29990101&categorieLien=cid).

Lorsque les personnes qui souhaitent inscrire un enfant sur la liste scolaire ne disposent d’aucun document prévu par cet article, elles peuvent attester sur l’honneur des éléments relatifs à leur identité et à l’âge de l’enfant. Un document justifiant du domicile peut également être exigé à l’appui de la demande d’inscription sur la liste scolaire. Il peut être justifié du domicile par tous moyens, y compris par une attestation sur l’honneur.

En cas de refus d’inscription sur la liste scolaire de la part du maire sans motif légitime, le préfet ou le directeur académique des services de l’éducation nationale agissant sur délégation du préfet procède à cette inscription, en application de l’article [L2122-34 du code général des collectivités territoriales](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006389979&dateTexte=&categorieLien=cid), après en avoir requis le maire.

La scolarisation d’élèves hors commune de résidence requiert en amont l’accord des maires concernés. Certains cas répondant à des situations spécifiques ne nécessitent pas cet accord préalable entre maires avant l’inscription.

Le préfet est compétent pour régler les litiges entre maires résultant d’un désaccord sur la participation de la commune d’origine aux frais de fonctionnement de l’école de la commune d’accueil.

([Art.L212-8 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=94D2F9B7C791804B1D0B8FCA620B7FBF.tplgfr34s_3?idArticle=LEGIARTI000038901931&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=) ; [art.R212-21 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525873&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200305) ; [art.R212-22 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525874&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200305) ; [art.R212-23 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000025164757&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200305))

Le directeur de l’école dans lequel un enfant a été inscrit délivre aux personnes responsables de l’enfant, au sens de [l’article L131-4](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000006166564?etatTexte=VIGUEUR&anchor=LEGIARTI000006524427" \l "LEGIARTI000006524427), un certificat d’inscription comme prévu à [l’article R131-2 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000006182465/?anchor=LEGIARTI000045176214" \l "LEGIARTI000045176214).

### **1.1.2 Changement d’école**

En cas de changement d’école, un certificat de radiation est émis par l’école d’origine. En outre, le livret scolaire est remis aux parents dans les mêmes conditions, sauf si ceux-ci préfèrent laisser le soin au directeur d’école de transmettre directement ce dernier au directeur de l’école d’accueil. Le directeur d’école informe de cette radiation le maire de la commune de résidence des parents de façon que celui-ci puisse exercer son devoir de contrôle de l’obligation d’inscription. Il transmet par la suite cette information au maire de la commune où se trouve l’école dans laquelle les parents ont annoncé leur intention de faire inscrire leur enfant afin que ce dernier puisse également s’acquitter de sa mission de contrôle du respect de l’obligation scolaire.

Le directeur d’école est responsable de la tenue du registre des élèves inscrits et de la mise à jour de la base élèves 1er degré (ONDE). Il veille à l’exactitude et à l’actualisation des renseignements qui figurent sur ces documents.

**1.1.3 Dispositions propres à l’école maternelle**

Conformément à [l’article L113-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038901906/2022-04-07/), dans les classes enfantines ou les écoles maternelles, les enfants peuvent être accueillis dès l’âge de deux ans révolus dans des conditions éducatives et pédagogiques adaptées à leur âge visant leur développement moteur, sensoriel et cognitif. Cet accueil donne lieu à un dialogue avec les familles. Il est organisé en priorité dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ou de montagne (…).

Dans ces classes et ces écoles, les enfants de moins de trois ans sont comptabilisés dans les prévisions d’effectifs d’élèves pour la rentrée. Les enfants de moins de six ans peuvent être scolarisés dans des classes réunissant des enfants relevant de l’enseignement préélémentaire et élémentaire. Les personnels qui interviennent dans ces classes portent une attention particulière aux enfants de moins de six ans qui y sont scolarisés (…).

Le schéma départemental des services aux familles élaboré en application de l’article L214-5 du code de l’action sociale et des familles permet le pilotage et favorise la mutualisation des moyens consacrés à l’accueil des enfants de moins de trois ans, quel que soit le type de structure où ils sont accueillis, et des dispositifs d’accueil et de soutien à l’intention de leurs parents, notamment au bénéfice des familles vivant dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ou de montagne.

[L’article D113-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038895262&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902) explicite la loi en précisant que les enfants qui ont atteint l’âge de deux ans au jour de la rentrée scolaire peuvent être admis dans les écoles et les classes maternelles dans la limite des places disponibles.

L’inscription à l’école maternelle avant l’âge de trois ans implique l’engagement, pour la famille, d’une fréquentation régulière, souhaitable pour le développement de la personnalité de l’enfant. En cas de fréquentation irrégulière, le directeur devra réunir l’équipe éducative afin d’alerter la famille sur la situation.

Les enfants du cycle I doivent pouvoir bénéficier d’un temps de repos quotidien et d’un lieu adapté à leurs besoins qui vont de la sieste aux activités calmes.

Dans le cadre de la préparation à la première inscription, les enfants peuvent être autorisés, dans la mesure où le projet d’école le prévoit et en fixe les conditions, à bénéficier d’un premier contact avec l’école pendant les heures scolaires, accompagnés de leurs parents et placés sous leur responsabilité ou avec des professionnels de la petite enfance et placés sous leur responsabilité.

[Circulaire n°2012-202 du 18 décembre 2012 relative à la scolarisation des élèves de moins de trois ans](https://www.education.gouv.fr/bo/13/Hebdo3/MENE1242368C.htm)

**1.1.4 Dispositions propres à l’école élémentaire**

Les enfants sont scolarisés dans les écoles ou les classes maternelles jusqu’à la rentrée scolaire de l’année civile au cours de laquelle ils atteignent l’âge de 6 ans. Aucun enfant de cet âge ne peut être maintenu à l’école maternelle sauf lorsque l’enfant bénéficie d’un projet personnalisé de scolarisation (PPS) établi par l’équipe pluridisciplinaire d’évaluation de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et validé par la commission des droits et de l’autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

**1.2 Admission**

**1.2.1 Dispositions communes aux écoles maternelles et élémentaires**

Le directeur d’école procède à l’admission à l’école sur présentation :

— du certificat d’inscription délivré par le maire de la commune dont dépend l’école ;

— d’un document attestant que l’enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d’une contre-indication vaccinale ;

Faute de la présentation de l’un ou de plusieurs de ces documents, le directeur d’école procède pour les enfants soumis à l’obligation scolaire à une admission provisoire de l’enfant, laquelle sera régularisée par la suite.

Pour les enfants de familles itinérantes, si le directeur d’école ne dispose pas d’une capacité matérielle d’accueil suffisante pour admettre l’enfant qui lui est présenté, il établit immédiatement par la voie hiérarchique un rapport détaillé qu’il adresse au directeur académique des services de l’éducation nationale. Celui-ci en informe aussitôt le préfet et prend toutes dispositions utiles pour rendre cet accueil possible.

A la demande des responsables légaux de l’enfant, le directeur d’école leur délivre un certificat de scolarité attestant que l’élève figure sur le registre des élèves inscrits.

Les parents doivent respecter l’obligation vaccinale de leur(s) enfant(s). Les dérogations à l’obligation de vaccination ne peuvent être accordées qu’au vu d’un certificat médical de contre-indication précise. A défaut, les vaccinations réglementaires seront effectuées dans les trois mois qui suivent l’admission. Passé ce délai, les services de santé scolaire sont saisis ([art.L3111-1 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000036393295&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20180101); [art.L3111-2 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000036393260&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20200306) ; [art.R3111-17 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006911717&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20150407)).

**1.2.2 Registre des élèves inscrits**

Le directeur d’école est responsable de la tenue du registre des élèves inscrits et de la mise à jour régulière de la base élèves 1er degré dénommée « ONDE » (outil numérique pour la direction d’école).

Il veille à l’exactitude et à l’actualisation des renseignements qui figurent sur ce document.

Les renseignements figurant dans le registre des élèves inscrits sont communicables exclusivement aux autorités hiérarchiques, au maire ainsi qu’à l’autorité judiciaire lorsqu’elle en fait la demande dans les formes prévues par le législateur. L’état des mouvements d’élèves doit être fourni au maire par le directeur à la fin de chaque mois ou sur demande de celui-ci.

L’application informatique « ONDE » gère le traitement des inscriptions, le suivi des effectifs et la scolarité de tous les élèves. Les parents d’élèves ou les responsables légaux disposent d’un droit d’accès et de rectification relatif aux informations concernant leur enfant recensées dans « ONDE ». Ce droit, dont ils sont informés chaque année par voie d’affichage ou par courrier individuel, s’exerce auprès du directeur d’école.

Conformément à la [loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000886460), les parents d’élèves disposent d’un droit d’opposition à l’enregistrement de données personnelles les concernant au sein de base élèves 1er degré (ONDE). Ce droit d’opposition s’exerce dans les conditions prévues par le [règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016](https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees).

Chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants qui résident dans sa commune et qui sont soumis à l’obligation scolaire. Il fait connaître sans délai au directeur académique des services de l’éducation nationale tout manquement à l’obligation d’instruction.

**1.3 Dispositions particulières : l’admission des élèves à besoins particuliers est précisée en annexe (cf. annexe 2)**

|  |
| --- |
| **Titre 2 – Fréquentation et obligation scolaires** |

[Loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043968787/2021-08-26/) ; [Art.L131-1 à L131-13 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=FE2C77A7BD53EC0A57F67F4068421BBA.tplgfr31s_1?idSectionTA=LEGISCTA000006166564&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200808) ; [art.R131-1 à R131-4 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=FE2C77A7BD53EC0A57F67F4068421BBA.tplgfr31s_1?idSectionTA=LEGISCTA000006182465&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200808) ; [art.R131-5 à R131-10 du code l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=FE2C77A7BD53EC0A57F67F4068421BBA.tplgfr31s_1?idSectionTA=LEGISCTA000006182466&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200808) ; [art.R131-10-1 à R131-10-6 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=FE2C77A7BD53EC0A57F67F4068421BBA.tplgfr31s_1?idSectionTA=LEGISCTA000018127413&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200808) ; [art.R131-19 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000006182466?etatTexte=VIGUEUR&etatTexte=VIGUEUR_DIFF" \l "LEGIARTI000025165738); [circulaire interministérielle n°2014-159 du 24 décembre 2014 relative à la prévention de l’absentéisme scolaire](https://www.education.gouv.fr/bo/15/Hebdo1/MENE1427925C.htm)

Conformément à [l’article L131-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038901859&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902), l’instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l’âge de trois ans. L’instruction obligatoire est assurée prioritairement dans les établissements d’enseignement.

Afin notamment de renforcer le suivi de l’obligation d’instruction par le maire et l’autorité de l’Etat compétente en matière d’éducation et de s’assurer ainsi qu’aucun enfant n’est privé de son droit à l’instruction, chaque enfant soumis à l’obligation d’instruction prévue à [l’article L131-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038901859?etatTexte=VIGUEUR&etatTexte=VIGUEUR_DIFF) se voit attribuer un identifiant national.

Ainsi, à compter de la rentrée scolaire 2022, les enfants instruits dans la famille seront rattachés administrativement à une circonscription d’enseignement du premier degré ou à un établissement d’enseignement scolaire public désigné par l’autorité de l’Etat compétente en matière d’éducation.

**2.1 Dispositions générales**

# Les obligations des élèves consistent dans l’accomplissement des tâches inhérentes à leurs études ; elles incluent l’assiduité et le respect des règles de fonctionnement et de la vie collective des établissements ([art.L511-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525119&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20000622)).

# **2.2 Dispositions particulières à l’école maternelle**

Lors de l’inscription d’un enfant à l’école maternelle avant l’âge de trois ans, les personnes responsables s’engagent à ce que l’enfant fréquente régulièrement l’école. Toutefois, l’obligation d’assiduité peut être aménagée en petite section d’école maternelle à la demande des personnes responsables de l’enfant dans les conditions et selon la procédure prévue à l’[article R131-1-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038882474&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200707). Ces aménagements ne peuvent porter que sur les heures de classe prévues l’après-midi.

La demande d’aménagement, écrite et signée, est adressée par les personnes responsables de l’enfant au directeur de l’école qui la transmet, accompagnée de son avis, à l’inspecteur de l’éducation nationale de la circonscription dans laquelle est implantée l’école, dans un délai maximum de deux jours ouvrés. L’avis du directeur de l’école est délivré au terme d’un dialogue avec les membres de l’équipe éducative.

# Lorsque cet avis est favorable, l’aménagement demandé est mis en œuvre, à titre provisoire, dans l’attente de la décision de l’inspecteur de l’éducation nationale. Le silence gardé par ce dernier pendant un délai de quinze jours à compter de la transmission de la demande d’aménagement par le directeur de l’école vaut décision d’acceptation.

# Les modalités de l’aménagement décidé par l’inspecteur de l’éducation nationale sont communiquées par écrit par le directeur de l’école aux personnes responsables de l’enfant. Elles tiennent compte des horaires d’entrée et de sortie des classes, du fonctionnement général de l’école et de son règlement intérieur. Elles peuvent être modifiées à la demande des personnes responsables de l’enfant, en cours d’année scolaire, selon les mêmes modalités que celles applicables aux demandes initiales.

**2.3 Dispositions communes aux élèves relevant de l’obligation scolaire**

Afin de garantir aux enfants soumis à l’obligation scolaire le respect du droit à l’instruction, les modalités de contrôle de l’obligation, de la fréquentation et de l’assiduité scolaires sont définies par les [articles R131-2 à R131-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=851C848B47877A67B5D818FFB71D80C8.tplgfr34s_2?idSectionTA=LEGISCTA000006182465&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200723) ; [R131-5 à R131-9](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=61025355B6F8ECFB58EB5E4BD956C400.tplgfr38s_2?idSectionTA=LEGISCTA000006182466&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20120201) du code de l’éducation et [R131-17 et R131-18](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525798&dateTexte=&categorieLien=cid) conformément à [l’article L131-12](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524446&dateTexte=&categorieLien=cid).

Le contrôle de l’assiduité scolaire s’appuie sur un dialogue suivi entre les personnes responsables de l’enfant et celles qui sont chargées de ce contrôle.

**a) L’inscription sur les listes scolaires**

Chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l’obligation scolaire. Sont mentionnés sur la liste le nom, prénom, date et lieu de naissance de l’enfant, les nom, prénom, domicile, profession des personnes responsables.

La liste scolaire est mise à jour le premier de chaque mois. Pour en faciliter l’établissement et la mise à jour, les directeurs des écoles, doivent déclarer aumaire, dans les huit jours qui suivent la rentrée des classes, les enfants fréquentant leur établissement. L’état des mutations sera fourni à la mairie à la fin de chaque mois. Les conseillers municipaux, les délégués départementaux de l’éducation nationale (DDEN), les assistants de service social, les membres de l’enseignement, les agents de l’autorité, le directeur académique des services de l’éducation nationale ou son délégué ont le droit de prendre connaissance et copie, à la mairie, de la liste des enfants d’âge scolaire. Les omissions sont signalées au maire, qui en accuse réception.

Le maire fait connaître sans délai au directeur académique des services de l’éducation nationale les manquements à l’obligation d’inscription dans une école pour les enfants soumis à l’obligation scolaire.

Les organismes ou services débiteurs des prestations familiales peuvent, lorsqu’ils ont connaissance des manquements notoires à l’obligation scolaire, provoquer une enquête de l’administration.

Sont également habilitées à signaler lesdits manquements au directeur académique des services de l’éducation nationale les personnes mentionnées au deuxième alinéa de [l’article R131-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038937494&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902).

L’autorité de l’Etat compétente en matière d’éducation saisit le procureur de la République des faits constitutifs d’infraction concernant l’obligation scolaire.

**b) Prévention et traitement de l’absentéisme**

La fréquentation régulière de l’école est obligatoire. Dans le cadre de la réunion des parents d’élèves organisée en début d’année scolaire, les familles sont systématiquement informées des obligations qui leur incombent en matière d’assiduité de leurs enfants. Les modalités selon lesquelles est assuré le contrôle de l’assiduité et les conditions dans lesquelles les absences éventuelles de leurs enfants leur sont également précisées.

Il est tenu, dans chaque école, un registre d’appel sur lequel sont mentionnées, pour chaque classe, les absences des élèves inscrits. Tout personnel responsable d’une activité organisée pendant le temps scolaire signale les élèves absents, selon des modalités arrêtées par le règlement intérieur de l’école.

Toute absence est immédiatement signalée aux personnes responsables de l’enfant qui doivent sans délai en faire connaître les motifs au directeur de l’école. Chaque demi-journée d’absence doit être consignée sur le registre d’appel.

Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l’enfant, maladie transmissible ou contagieuse d’un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent. Les autres motifs sont appréciés par le directeur académique des services de l’éducation nationale, autorité de l’Etat compétente en matière d’éducation. Celui-ci peut consulter les assistantes sociales agréées par lui et les charger de conduire une enquête, en ce qui concerne les enfants en cause.

S’il y a doute sérieux sur la légitimité du motif, le directeur de l’école invite les personnes responsables de l’enfant à présenter une demande d’autorisation d’absence qu’il transmet au directeur académique des services de l’éducation nationale.

Le directeur de l’école saisit l’autorité de l’état compétente en matière d’éducation afin qu’elle adresse un avertissement aux personnes responsables de l’enfant, leur rappelant leurs obligations légales, les sanctions pénales applicables et les informant sur les dispositifs d’accompagnement auxquels elles peuvent avoir recours :

1° Lorsque, malgré l’invitation du directeur de l’école, elles n’ont pas fait connaître les motifs d’absence de l’enfant ou qu’elles ont donné des motifs d’absence inexacts ;

2° Lorsque l’enfant a manqué la classe sans motif légitime ni excuses valables au moins quatre demi-journées dans le mois.

En cas d’absences répétées d’un élève, justifiées ou non, le directeur de l’école engage avec les personnes responsables de l’enfant un dialogue sur sa situation.

Lorsque l’enfant a manqué la classe sans motif légitime ni excuses valables au moins quatre demi-journées dans le mois, le directeur de l’école réunit conformément à [l’article L131-8](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038901903&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902) les membres concernés de la communauté éducative, au sens de [l’article L111-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038902126&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200703), afin de proposer aux personnes responsables de l’enfant une aide et un accompagnement adaptés et contractualisés. Un document récapitulant ces mesures est signé avec les personnes responsables de l’élève afin de formaliser cet engagement.

Un personnel d’éducation référent est désigné par le directeur pour suivre les mesures mises en œuvre au bénéfice de l’élève concerné (Cf. circulaire départementale sur l’absentéisme).

Il est rappelé que les certificats médicaux ne sont exigibles que dans les cas des maladies contagieuses à éviction scolaire obligatoire énumérées par [l’arrêté interministériel du 3 mai 1989](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000705286). En cas d’absences réitérées pour raison médicale, il est recommandé de s’adresser au médecin de l’éducation nationale qui jugera de l’opportunité de recevoir l’enfant.

En cas d’absence prévisible, les personnes responsables de l’enfant en informent préalablement le directeur de l’école et en précisent le motif.

Sur demande écrite des parents, le directeur peut, à titre exceptionnel, et en cas de nécessité, autoriser l’élève à s’absenter sur le temps scolaire, à condition que ce dernier soit accompagné par une personne nommément désignée par écrit. Les parents sont alors pleinement responsables de leur enfant.

Ces absences peuvent être justifiées pour permettre aux élèves de bénéficier de certains soins ou rééducations qui ne pourraient l’être de manière opportune à d’autres moments.

Les absences d’un élève, avec leur durée et leurs motifs, sont mentionnées dans un dossier, ouvert pour la seule année scolaire, qui regroupe l’ensemble des informations et documents relatifs à ces absences.

Conformément à [l’article R131-9 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000006182466/?anchor=LEGIARTI000045176243" \l "LEGIARTI000045176243), lorsqu’un enfant d’âge scolaire est trouvé par un agent de l’autorité publique dans la rue, dans une salle de spectacle ou dans un lieu public, sans motif légitime, pendant les heures de classe, il est conduit immédiatement à l’école à laquelle où il est inscrit ou, si l’autorisation prescrite à [l’article L131-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038904403&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902) n’a pas été délivrée (en vigueur à la rentrée scolaire 2022), à l’école publique la plus proche. Le directeur de l’école informe, sans délai, le directeur académique des services de l’éducation nationale ou son délégué.

Une instance départementale chargée de la prévention de l’évitement scolaire assure le suivi du respect de l’obligation d’instruction. Elle favorise l’échange et le croisement d’informations entre les services municipaux, les services du conseil départemental, les organismes débiteurs de prestations familiales et la direction des services départementaux de l’éducation nationale afin de repérer les enfants soumis à l’obligation scolaire qui ne sont pas inscrits dans un établissement d’enseignement public ou privé et qui n’ont pas fait l’objet d’une autorisation d’instruction dans la famille ([art. D131-4-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000045175851?init=true&page=1&query=D131-4-1+dans+le+code+de+l’éducation&searchField=ALL&tab_selection=all) en vigueur à la rentrée scolaire 2022).

|  |
| --- |
| **Titre 3 – L’organisation du temps scolaire** |

L’année scolaire comporte trente-six semaines au moins réparties en cinq périodes de travail, de durée comparable, séparées par quatre périodes de vacance des classes. Un calendrier scolaire national est arrêté par le ministre chargé de l’éducation pour une période de trois années ([art.L521-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525125&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20000622)).

### **3.1 Régime de droit commun**

La semaine scolaire comporte pour tous les élèves vingt-quatre heures d’enseignement, réparties sur neuf demi – journées.

Les heures d’enseignement sont organisées les lundi, mardi, jeudi et vendredi et le mercredi matin, à raison de cinq heures trente maximum par jour et de trois heures trente maximum par demi-journée.

La durée de la pause méridienne ne peut être inférieure à une heure trente.

L’organisation de la semaine scolaire est fixée conformément aux dispositions des articles [D521-11](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000026982971&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130903) et [D521-12](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000035045555&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200526), dans le respect du calendrier scolaire national prévu à [l’article L521-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525125&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200526) et sans que puissent être réduit ou augmenté sur une année scolaire le nombre d’heures d’enseignement ni modifiée leur répartition.

Lorsqu’il arrête l’organisation de la semaine scolaire d’une école, le directeur académique des services de l’éducation nationale veille au respect des conditions mentionnées aux articles [D521-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000026982973&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130903) et [D521-11](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000026982971&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130903). Il s’assure de la compatibilité de cette organisation avec l’intérêt du service et, le cas échéant, de sa cohérence avec le projet éducatif territorial mentionné à [l’article L551-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027682987&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130710). Il s’assure également que cette organisation ne porte pas atteinte à l’exercice de la liberté de l’instruction religieuse mentionnée [au second alinéa de l’article L141-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524452&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200526).

**3.2 Régimes dérogatoires**

Saisi d’une proposition conjointe d’une commune ou d’un établissement public de coopération intercommunale et d’un ou plusieurs conseils d’école, le directeur académique des services de l’éducation nationale peut autoriser des adaptations à l’organisation de la semaine scolaire définie par [l’article D521-10](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000026982973/).

Ces adaptations peuvent prendre l’une ou l’autre des formes suivantes :

1° Des dérogations aux seules dispositions du deuxième alinéa de [l’article D521-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000026982973&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130903) lorsque l’organisation proposée présente des garanties pédagogiques suffisantes ;

2° Des dérogations aux dispositions des premier, deuxième et quatrième alinéas de l’article [D521-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000026982973&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130903), sous réserve qu’elles n’aient pas pour effet de répartir les enseignements sur moins de huit demi-journées par semaine, ni d’organiser les heures d’enseignement sur plus de vingt-quatre heures hebdomadaires, ni sur plus de six heures par jour et trois heures trente par demi-journée, ni de réduire ou d’augmenter sur une année scolaire le nombre d’heures d’enseignement ni de modifier leur répartition. Ces dérogations peuvent s’accompagner d’une adaptation du calendrier scolaire national dans des conditions dérogeant à [l’article D521-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000020743265&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200526), accordée par le recteur d’académie.

Les adaptations prévues au 1°et, lorsqu’elles ont pour effet de répartir les enseignements sur huit demi-journées par semaine comprenant au moins cinq matinées ou sur moins de vingt-quatre heures hebdomadaires, les adaptations prévues au 2° sont justifiées par les particularités du projet éducatif territorial.

Avant d’accorder les dérogations prévues au 2°, le directeur académique des services de l’éducation nationale s’assure de leur cohérence avec les objectifs poursuivis par le service public de l’éducation et avec le projet d’école, il veille à ce qu’elles tiennent compte des élèves en situation de handicap et, lorsque les adaptations doivent être justifiées par les particularités du projet éducatif territorial, il s’assure de la qualité éducative des activités périscolaires proposées. Il vérifie également que l’organisation envisagée permet de garantir la régularité et la continuité des temps d’apprentissage et qu’elle prend en compte la globalité du temps de l’enfant, particulièrement lorsqu’il est en situation de handicap.

Lorsqu’il autorise une adaptation à l’organisation de la semaine scolaire dans les conditions prévues au 1° ou au 2°, le directeur académique des services de l’éducation nationale peut décider qu’elle s’applique dans toutes les écoles de la commune ou de l’établissement public de coopération intercommunale quand une majorité des conseils d’école s’est exprimée en sa faveur.

Avant de prendre sa décision, le directeur académique des services de l’éducation nationale consulte, dans les formes prévues par le code de l’éducation, la collectivité territoriale compétente en matière d’organisation et de financement des transports scolaires ou l’autorité compétente pour l’organisation des transports urbains ([art.D213-29](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000041444760&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200706) et [art.D213-30](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000041444755&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200706)).

La décision d’organisation de la semaine scolaire prise par le directeur académique des services de l’éducation nationale ne peut porter sur une durée supérieure à trois ans. A l’issue de cette période, cette décision peut être renouvelée tous les trois ans après un nouvel examen, en respectant la même procédure.

Les décisions prises par le directeur académique des services de l’éducation nationale pour fixer les heures d’entrée et de sortie de chaque école sont annexées au règlement type départemental après consultation du conseil départemental de l’éducation nationale.

### **3.3 Dispositions communes – les activités pédagogiques complémentaires**

Les élèves peuvent en outre bénéficier chaque semaine d’activités pédagogiques complémentaires (APC) dans les conditions fixées par [l’article D521-13](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000026982963&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200526).

## **3.4 Les projets éducatifs territoriaux**

## [L551-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027682987&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150213) ; [R551-13 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032960458&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200304) ; [circulaire n° 2014-184 du 19 décembre 2014 portant instruction pour la promotion de la généralisation des projets éducatifs territoriaux sur l’ensemble du territoire](https://www.education.gouv.fr/bo/15/Hebdo1/MENE1430176C.htm?cid_bo=85078)

Des activités périscolaires prolongeant le service public de l’éducation, et en complémentarité avec lui, peuvent être organisées dans le cadre d’un projet éducatif territorial associant notamment aux services et établissements relevant du ministre chargé de l’éducation nationale d’autres administrations, des collectivités territoriales, des associations et des fondations, sans toutefois se substituer aux activités d’enseignement et de formation fixées par l’Etat. L’élaboration et la mise en application de ce projet sont suivies par un comité de pilotage.

Le projet éducatif territorial vise notamment à favoriser, pendant le temps libre des élèves, leur égal accès aux pratiques et activités culturelles et sportives et aux technologies de l’information et de la communication. Les établissements scolaires veillent, dans l’organisation des activités périscolaires à caractère facultatif, à ce que les ressources des familles ne constituent pas un facteur discriminant entre les élèves.

L’avis consultatif du conseil d’école est requis concernant l’organisation des activités périscolaires.

### **3.5 Les pouvoirs du maire**

Le maire peut, après avis de l’autorité scolaire responsable (directeur académique des services de l’éducation nationale), modifier les heures d’entrée et de sortie des établissements d’enseignement en raison des circonstances locales ([art.L521-3 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525127&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200526)).

La décision ainsi prise après avis de l’autorité scolaire responsablene peut avoir pour effet de modifier la durée de la semaine scolaire ou l’équilibre des rythmes scolaires. Ce pouvoir municipal ne peut être mis en œuvre que pour des raisons ponctuelles.

Après avoir donné son avis consultatif, le directeur académique des services de l’éducation nationale est destinataire en copie de l’arrêté motivé du maire.

Au terme des circonstances locales, les horaires initialement arrêtés par le directeur académique des services de l’éducation nationale sont à nouveau mis en œuvre.

|  |
| --- |
| **Titre 4 – Éducation et vie scolaire** |

## **4.1 Dispositions générales**

La vie des élèves et l’action des enseignants sont organisées de manière à leur permettre d’atteindre les objectifs fixés par la loi et notamment par l’article [L122-1-2 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524396&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20050424). Les élèves ont l’obligation de suivre tous les enseignements sans exception ([L511-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525119&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200707)).

Le directeur d’école est responsable du fonctionnement de l’école maternelle ou élémentaire : il assure la coordination nécessaire entre les maîtres, établit, avant la rentrée scolaire, l’organisation pédagogique et la constitution des classes maternelles et élémentaires en fonction des actions intégrées au projet d’école et après avis du conseil des maîtres.

Tout adulte de la communauté éducative s’interdit tout comportement, geste ou parole qui traduirait indifférence ou mépris à l’égard de l’élève ou de sa famille ou qui serait susceptible de blesser la sensibilité des enfants. Tout châtiment corporel est strictement interdit.

De même les élèves, comme leurs familles, doivent s’interdire tout comportement, geste ou parole qui porterait atteinte aux membres de la communauté éducative et au respect dû à leurs camarades ou aux familles de ceux-ci.

Tout membre de la communauté éducative doit protection physique et morale aux enfants. Tout mauvais traitement, avéré ou suspecté, doit être signalé aux autorités compétentes selon le protocole départemental.

L’affichage du numéro 119 « Allô enfance en danger » à destination des enfants et des familles est obligatoire.

Les écoles afficheront, dans un endroit visible de l’extérieur, les coordonnées de l’inspection de l’éducation nationale de la circonscription, de l’enseignant référent de scolarité, du médecin et de l’infirmière de l’éducation nationale.

**4.2 Lutte renforcée contre le harcèlement scolaire**

[L’article L111-6 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000006166558?etatTexte=VIGUEUR&anchor=LEGIARTI000045289043" \l "LEGIARTI000045289043) indique qu’aucun élève ne doit subir de faits de harcèlement résultant de propos ou comportements, commis au sein de l’établissement d’enseignement ou en marge de la vie scolaire et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité, d’altérer sa santé physique ou mentale ou de dégrader ses conditions d’apprentissage. Ces faits peuvent être constitutifs du délit de harcèlement scolaire prévu à [l’article 222-33-2-3 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000045289333/).

Les établissements d’enseignement scolaire publics prennent les mesures appropriées visant à lutter contre le harcèlement dans le cadre scolaire. Ces mesures visent notamment à prévenir l’apparition de situations de harcèlement, à favoriser leur détection par la communauté éducative afin d’y apporter une réponse rapide et coordonnée et à orienter les victimes, les témoins et les auteurs, le cas échéant, vers les services appropriés et les associations susceptibles de leur proposer un accompagnement.

Une information sur les risques liés au harcèlement scolaire, notamment au cyber harcèlement, est délivrée chaque année aux élèves et parents d’élèves.

La prise en charge du harcèlement scolaire est prévue par [l’article L543-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000045289189?etatTexte=VIGUEUR&anchor=LEGISCTA000045289189" \l "LEGISCTA000045289189).

Le projet d’école fixe les lignes directrices et les procédures destinées à la prévention, à la détection et au traitement des faits constitutifs de harcèlement au sens de l’article [222-33-2-3 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000045289333&dateTexte=&categorieLien=cid).

**4.3 Respect de la laïcité**

[Loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043964778/); [Art.L141-2 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524452) ; [art.L141-5-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006524456&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150211) ; [loi n°2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l’espace public](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022911670) ; [circulaire n°2004-084 du 18-5-2004 relative au port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles publiques](https://www.education.gouv.fr/bo/2004/21/MENG0401138C.htm) ; [circulaire n°2013-144 du 6 septembre 2013 relative aux valeurs et symboles de la République (Charte de la laïcité)](https://www.education.gouv.fr/bo/13/Hebdo33/MENE1322761C.htm) ; [Rapport du Conseil d’Etat du 20 décembre 2013 à la demande du Défenseur des droits](https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/outils/application-du-principe-de-neutralite-religieuse-dans-les-services-publics-etude-du-conseil) ; [Vade-mecum sur la laïcité](https://eduscol.education.fr/1618/la-laicite-l-ecole)

Dans les écoles publiques, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu’un élève, inscrit dans une école, méconnaît l’interdiction posée, il importe d’engager un dialogue immédiatement avec lui-même et ses responsables légaux. Le directeur de l’école saisit l’inspecteur de circonscription et engage, avant toute procédure, le dialogue en liaison avec l’équipe éducative en faisant notamment appel aux enseignants qui connaissent l’élève concerné et qui pourront apporter leur contribution à la résolution du problème. L’organisation du dialogue est soumise en tant que de besoin à l’examen de l’équipe éducative.

La loi s’applique à l’intérieur des écoles généralement à toutes les activités placées sous la responsabilité des enseignants, y compris celles qui se déroulent en dehors de l’enceinte de l’établissement.

Les agents contribuant au service public d’éducation, quels que soient leurs fonctions et leurs statuts, sont soumis à un strict devoir de neutralité qui leur interdit le port de tout signe d’appartenance religieuse, même discret. Ils doivent également s’abstenir de toute attitude qui pourrait être interprétée comme une marque d’adhésion ou au contraire comme une critique à l’égard d’une croyance particulière. Ces règles sont connues et doivent être respectées.

Plus largement, les principes de neutralité et de laïcité du service public s’opposent à ce que soient apposés au sein des écoles des signes symbolisant l’expression d’opinions politiques, religieuses ainsi que des publicités commerciales.

**4.4 Liberté de conscience des élèves**

L’Etat protège la liberté de conscience des élèves.

Les comportements constitutifs de pressions sur les croyances des élèves ou de tentatives d’endoctrinement de ceux-ci sont interdits dans les écoles publiques, à leurs abords immédiats et pendant toute activité liée à l’enseignement. La méconnaissance de cette interdiction est punie de l’amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe ([art.L141-5-2 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038847883&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200803)).

**4.5 Le téléphone portable**

Conformément à [l’article L511-5 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000037286581&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20180806), l’utilisation d’un téléphone mobile ou de tout autre équipement terminal de communications électroniques par un élève est interdite dans les écoles maternelles, les écoles élémentaires et pendant toute activité liée à l’enseignement qui se déroule à l’extérieur de leur enceinte, à l’exception des circonstances, notamment les usages pédagogiques, et des lieux dans lesquels le règlement intérieur l’autorise expressément (…). Le présent article n’est pas applicable aux équipements que les élèves présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant sont autorisés à utiliser dans certaines conditions.

La méconnaissance des règles fixées en application du présent article peut entraîner la confiscation de l’appareil par un personnel de direction, d’enseignement, d’éducation ou de surveillance. Le règlement intérieur fixe les modalités de sa confiscation et de sa restitution.

Par ailleurs, l’usage du téléphone portable est déconseillé à tout adulte membre de la communauté éducative pendant les heures de service.

[Vade-mecum relatif au téléphone portable](https://cache.media.eduscol.education.fr/file/Vie_des_ecoles_et_des_ets/60/8/Vademecum_inderdiction-portable-ecole-college_03092018_992608.pdf)

**4.6 Interdiction de fumer et de vapoter**

[Art.L3512-8](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032548839&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20160521) et [L3512-9](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032548841&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20160521) du code de la santé publique ; [art.R3512-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000033047122&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20200809) et [R3512-3 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000033047115&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20200809) ;

[art.D521-17](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=F04C8103F3E8589559C27D61434349D8.tpdila08v_3?idArticle=LEGIARTI000020743225&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=) et [art.D521-18 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000020743223&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200802); [circulaire n°2006-186 du 29 novembre 2006 relative à l’interdiction de fumer pour les personnels et les élèves dans les établissements d’enseignement et de formation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000642153&categorieLien=id)

[Art.L3513-6 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032549222&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20160521) ; [art.R3513-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000034500939&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20200809); [R3513-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000034500935&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20200809) du code de la santé publique

L’interdiction de fumer concerne tous les locaux fermés et ouverts des écoles, aux espaces non couverts y compris en dehors de la fréquentation des élèves.

L’usage de la cigarette électronique (vapotage) est interdit dans les établissements scolaires et les établissements destinés à l’accueil, à la formation et à l’hébergement des mineurs, les moyens de transport collectif fermés, les lieux de travail fermés et couverts à usage collectif.

**4.7 Interdiction des distributeurs automatiques de boisson et des boissons énergisantes**

Les distributeurs automatiques de boissons et de produits alimentaires payants et accessibles aux élèves sont interdits dans les établissements scolaires ([Art.30 de la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000006697648)).

Il est également interdit de consommer des boissons énergisantes à l’intérieur des établissements scolaires ([circulaire n°2008-090 du 11 juillet 2008 relative à l’interdiction de boissons énergisantes dans les établissements scolaires](https://www.education.gouv.fr/bo/2008/31/MENE0800540C.htm)).

Le règlement intérieur de l’école doit prévoir une liste de matériels ou objets dont l’introduction à l’école est prohibée notamment pour des raisons d’hygiène et de sécurité (les cutters sont strictement interdits).

**4.8 Droit à l’image**

S’agissant de mineurs, toute prise de vue nécessite l’autorisation expresse des titulaires de l’autorité parentale. La diffusion électronique d’un fichier de photos d’élèves et autres données relatives aux élèves, qui constitue un traitement automatisé d’informations nominatives, est soumise à la procédure prévue par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée notamment par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et par [le règlement n°2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD)](https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees).

Concernant la pratique de la photographie scolaire, il convient de respecter les dispositions de la [circulaire n°2003-091 du 5 juin 2003 relative à la photographie scolaire](https://www.education.gouv.fr/bo/2003/24/MENE0301227C.htm).

Les photographies de classes peuvent être autorisées par le directeur d’école dans le cadre du code de bonne conduite de photographe professionnel en milieu scolaire annexé à la circulaire.

L’intervention du photographe dans l’école doit être autorisée par le directeur après discussion en conseil des maîtres. Une autorisation annuelle sera demandée aux parents pour une seule séance de photographie scolaire. Toute autre prise de vue supplémentaire nécessitera l’autorisation expresse des personnes détentrices de l’autorité parentale. Il doit être clairement précisé que l’autorisation ainsi donnée ne vaut pas engagement d’achat.

**4.9 Utilisation des technologies de l’information, de la communication et de l’Internet**

[Circulaire n°2004-035 du 18 février 2004 relative à l’usage de l’internet dans le cadre pédagogique et la protection des mineurs](https://www.education.gouv.fr/bo/2004/9/MENT0400337C.htm)

Une charte de bon usage des technologies de l’information et de la communication dans l’école est établie. Cette charte est signée par tous les adultes ayant accès aux postes et aux ressources informatiques pédagogiques de l’école.

En classe, une réflexion sur une utilisation sûre, responsable et citoyenne de l’outil informatique est menée avec les élèves.

**4.10 Le projet d’école**

[Art.L401-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038902381&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20190902); [art.D411-8 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=08068FF2D624D54DE67423E6DCAC0913.tplgfr34s_2?idArticle=LEGIARTI000039653173&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=)

Dans chaque école publique, un projet d’école est élaboré avec les représentants de la communauté éducative. Le projet est adopté, pour une durée comprise entre trois et cinq ans, par le conseil d’école, sur proposition du conseil des maîtres pour ce qui concerne sa partie pédagogique.

Le projet d’école définit les modalités particulières de mise en œuvre des objectifs et des programmes nationaux et précise les activités scolaires et périscolaires qui y concourent. Il précise les voies et moyens qui sont mis en œuvre pour assurer la réussite de tous les élèves et pour associer les parents à cette fin. Il détermine également les modalités d’évaluation des résultats atteints. Il précise pour chaque cycle les actions pédagogiques qui y concourent ainsi que les voies et moyens mis en œuvre pour assurer la réussite de tous les élèves et pour associer les parents ou le représentant légal à cette fin. Il organise la continuité éducative avec les activités proposées aux élèves en dehors du temps scolaire, notamment dans le cadre des dispositifs de réussite éducative.

Le projet d’école peut prévoir, pour une durée maximale de cinq ans, la réalisation d’expérimentations portant sur les domaines énumérés par [l’article L314-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038902386&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200802).

**4.11 Les sorties scolaires**

## [Circulaire n°99-136 du 21 septembre 1999 relative à l’organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques](https://www.education.gouv.fr/bo/1999/hs7/default.htm) ; [circulaire n°2005-001 du 5 janvier 2005 relative aux séjours courts et classes de découverte dans le 1er degré](https://www.education.gouv.fr/bo/2005/2/MENE0402921C.htm)

Les sorties scolaires régulières et les sorties scolaires occasionnelles sans nuitée sont autorisées par le directeur d’école. Les sorties scolaires avec nuitée(s) sont autorisées par le directeur académique des services de l’éducation nationale. Toutes les sorties scolaires régulières doivent être gratuites pour les familles.

La participation des élèves est facultative lorsque les sorties incluent la totalité de la pause du déjeuner ou dépassent les horaires habituels de la classe. Dans ce cas, la souscription par la famille d’une assurance « responsabilité civile » et d’une assurance individuelle « accidents corporels » est exigée.

Pour les sorties scolaires occasionnelles et avec nuitée(s), une contribution financière peut éventuellement être demandée aux familles. En aucun cas, un élève ne peut être écarté pour des raisons financières. Il conviendra de rechercher des modes de financement auprès des collectivités territoriales et d’autres partenaires, dans le respect du principe de neutralité de l’école publique.

Le directeur d’école s’assure du respect des dispositions actualisées du plan Vigipirate et de toute autre mesure sanitaire qui serait en vigueur. Ces dispositions seront portées à la connaissance des écoles par le directeur académique des services de l’éducation nationale au fur et à mesure de leurs évolutions.

|  |
| --- |
| **Titre 5 – Droits et obligations des membres de la communauté éducative** |

La communauté éducative, définie par l’article [L111-3 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FDC45A581B07CBC3E0A146628DDB56E0.tplgfr30s_2?idArticle=LEGIARTI000038902126&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=), réunit les personnels des écoles, les parents d’élèves, les collectivités territoriales, les associations éducatives complémentaires de l’enseignement public ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux, associés au service public de l’éducation. Dans le cadre d’une école inclusive, elle fonde sa cohésion sur la complémentarité des expertises.

Tous les membres de cette communauté doivent, lors de leur participation à l’action de l’école, respecter le pluralisme des opinions et les principes de neutralité et de laïcité. Ils doivent, en outre, faire preuve d’une totale discrétion sur toutes les informations individuelles auxquelles ils ont pu avoir accès dans le cadre de l’école. Le directeur d’école doit signaler les comportements inappropriés à l’inspecteur de l’éducation nationale chargé de la circonscription.

Le règlement intérieur de l’école rappelle les droits et obligations qui s’imposent à tous les membres de la communauté éducative en prenant en compte les indications figurant ci-après :

**5.1 Les élèves**

Les élèves ont droit à un accueil bienveillant et non discriminant. Ainsi, le règlement intérieur de l’école doit préciser que « tout châtiment corporel ou traitement humiliant est strictement interdit ».

Les élèves doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et être respectés dans leur singularité. En outre, ils doivent bénéficier de garanties de protection contre toute violence physique ou morale, ces garanties s’appliquant non seulement aux relations à l’intérieur de l’école, mais aussi à l’usage d’internet dans le cadre scolaire.

Les obligations des élèves consistent dans l’accomplissement des tâches inhérentes à leurs études ; elles incluent l’assiduité et le respect des règles de fonctionnement et de la vie collective des établissements ([art.L511-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006525119&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20000622)).

Chaque élève a l’obligation de n’user d’aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par le règlement intérieur. Les élèves doivent, notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d’une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d’hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises.

**5.2 Un focus sur les parents d’élèves et sur l’autorité parentale est détaillé en annexe 1**

**5.3 Les personnels enseignants et non enseignants**

L’engagement et l’exemplarité des personnels de l’éducation nationale confortent leur autorité dans la classe  
et l’établissement et contribuent au lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service  
public de l’éducation. Ce lien implique le respect des élèves et de leur famille à l’égard des professeurs, de  
l’ensemble des personnels et de l’institution scolaire ([L111-3-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038847685))

Tous les personnels de l’école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative ; les membres de l’enseignement public bénéficient de la protection prévue par l’article [L911-4 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000030254395&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200622).

La protection juridique ou fonctionnelle du fonctionnaire est définie par [le code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000044416551/LEGISCTA000044420961?etatTexte=VIGUEUR&etatTexte=VIGUEUR_DIFF&anchor=LEGISCTA000044427624" \l "LEGISCTA000044427624). Elle précise les conditions dans lesquelles les agents titulaires et non titulaires de l’Etat peuvent en bénéficier.

[Tous les personnels ont l’obligation, dans le cadre de la communauté éducative, de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos. Ils s’interdisent tout comportement, geste ou parole, qui traduirait du mépris à l’égard des élèves ou de leur famille, qui serait discriminatoire ou susceptible de heurter leur sensibilité.](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038847685/)

Les enseignants doivent être à l’écoute des parents et répondre à leurs demandes d’informations sur les acquis et le comportement scolaires de leur(s) enfant(s). Ils doivent être, en toutes occasions, garants du respect des principes fondamentaux du service public d’éducation et porteurs des valeurs de l’Ecole.

**5.4 Les partenaires et intervenants**

Toute personne intervenant dans l’école doit respecter les principes généraux rappelés ci-dessus. Celles qui sont amenées à intervenir fréquemment dans une école doivent prendre connaissance de son règlement intérieur.

**5.5 Les règles de vie à l’école**

Dès l’école maternelle, l’enfant s’approprie les règles du « vivre ensemble », la compréhension des attentes de l’école. Ces règles sont explicitées dans le cadre du projet de classe. L’enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire et plus largement, dans les relations sociales.

Tout doit être mis en œuvre à l’école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l’épanouissement de l’enfant. Il est particulièrement important d’encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l’activité scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d’autrui. La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d’appartenance à l’école et à installer un climat scolaire serein. À ce titre, diverses formes d’encouragement sont prévues dans le règlement intérieur de l’école, pour favoriser les comportements positifs.

À l’inverse, les comportements qui troublent l’activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l’école, et en particulier toute atteinte à l’intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l’enfant. Ces réprimandes ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l’intégrité morale ou physique d’un enfant. Elles sont prévues dans le règlement intérieur de l’école. On veillera à ce qu’un élève ne soit pas privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Les mesures d’encouragement ou de réprimande, de nature différente en fonction de l’âge de l’élève, sont expliquées et connues de tous.

Lorsque le comportement d’un élève perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe (manquements au règlement intérieur de l’école, et, en particulier, toute atteinte à l’intégrité physique ou morale des autres élèves ou des maîtres pouvant d’ailleurs donner lieu à des réprimandes qui sont, le cas échéant, portées à la connaissance des familles) malgré la concertation engagée avec les responsables légaux, sa situation doit être soumise à l’examen de l’équipe éducative définie à [l’article D321-16 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006527398&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200622). Le psychologue scolaire et le médecin de l’éducation nationale doivent être associés à l’évaluation de la situation afin de définir les mesures appropriées : aide, conseils d’orientation vers une structure de soin. Un soutien des parents peut être proposé le cas échéant, en lien avec les différents partenaires de l’école (services sociaux, éducatifs, de santé, communes, etc.).

Lorsqu’un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être cherchées en priorité dans la classe, ou exceptionnellement et temporairement dans une ou plusieurs autres classes. En tout état de cause, l’élève ne doit à aucun moment être laissé seul sans surveillance.

L’équipe éducative peut proposer des aménagements de scolarité.

Il peut être fait appel à une personne ressource désignée par l’équipe éducative, notamment en son sein, pour aider :

— l’élève à intégrer les règles du « vivre ensemble » et à rétablir une relation de confiance avec son enseignant ;

— l’enseignant à analyser les causes des difficultés et à renouer les liens avec l’élève et sa famille ;

— les parents à analyser la situation, à rechercher des solutions et à renouer des liens avec l’école.

Des modalités de prise en charge de l’élève par les enseignants des réseaux d’aide spécialisés aux élèves en difficulté (Rased), peuvent également être envisagées, conformément aux dispositions de la [circulaire n°2009-088 du 17 juillet 2009 relative aux fonctions des personnels spécialisés des réseaux d’aides spécialisées aux élèves en difficulté – Rased – dans le traitement de la difficulté scolaire à l’école primaire](https://www.education.gouv.fr/bo/2009/31/mene0915410c.htm).

À l’école maternelle, tout comme à l’école élémentaire**,** s’il apparaît que le comportement d’un élève ne s’améliore pas malgré la conciliation et la mise en œuvre des mesures décidées dans le cadre de l’équipe éducative, il peut être envisagé, à titre exceptionnel, que le directeur académique des services de l’éducation nationale demande au maire de procéder à la radiation de l’élève de l’école et à sa réinscription dans une autre école de la même commune.

Il s’agit là d’une mesure de protection de l’élève qui s’inscrit dans un processus éducatif favorable à son parcours de scolarisation, visant à permettre à l’élève de se réadapter rapidement au milieu scolaire et de reconstruire une relation éducative positive.

Les personnes responsables de l’enfant doivent être consultées sur le choix de la nouvelle école. La scolarisation dans une école d’une autre commune ne peut être effectuée sans l’accord des représentants légaux et des communes de résidence et d’accueil, dans les conditions prévues par les dispositions de [l’article L.212-8 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=B0858CCA0F9333F4ADB7E9918E4E9FAC.tplgfr34s_2?idArticle=LEGIARTI000038901931&cidTexte=LEGITEXT000006071191&categorieLien=id&dateTexte=).

|  |
| --- |
| **Titre 6 – Utilisation des locaux – Hygiène – Santé** |

## **6.1 Utilisation des locaux – responsabilité**

L’ensemble des locaux scolaires, propriété de la collectivité territoriale compétente est confié au directeur, responsable de la sécurité des personnes et des biens.

Le maire peut utiliser, sous sa responsabilité, après avis consultatif du conseil d’école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue ([art.L212-15 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027682709&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20130710)).

En dehors du temps scolaire, l’utilisation des locaux est prioritairement réservée aux activités directement liées à l’enseignement et à la formation ou qui en constituent le prolongement : conseils des maîtres, conseils de cycle, conseils d’école, préparation de la classe, cours différés, études surveillées, réunions pédagogiques, rencontres des familles, réunions des associations de parents d’élèves de l’école, réunions syndicales.

Toute autre utilisation est soumise à l’autorisation du maire, après avis du conseil d’école. A ce titre, il est souhaitable qu’une convention soit conclue entre le représentant de la commune, le directeur d’école et l’organisateur des activités autorisées. Ces activités, à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif à but non lucratif, doivent être compatibles avec les principes fondamentaux de l’école publique, notamment de laïcité et d’apolitisme.

Une clause de cette convention doit prévoir notamment la remise en état des locaux.

A défaut de convention, la commune est responsable dans tous les cas des dommages éventuels, en dehors des cas où la responsabilité d’un tiers est établie.

Ces réunions ou activités ne doivent causer aucune gêne au bon fonctionnement du service.

La maintenance de l’équipement des locaux scolaires, du matériel d’enseignement et des archives scolaires est assurée dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l’école. Un registre d’inventaire unique est obligatoire dans chaque école. Ce registre consigne l’ensemble des matériels existant dans l’école, quelle qu’en soit l’origine. A la date de son installation, à la demande du maire, le directeur fait l’état des lieux (locaux et matériels appartenant à la commune, distincts du matériel de la coopérative), en présence du maire ou de son délégué et vérifie la conformité des registres d’inventaire à l’existant. Cet état des lieux fait l’objet d’un document signé des deux parties, annexé au registre d’inventaire. A son départ du poste, un état des lieux et la vérification de l’inventaire sont établis dans les mêmes conditions.

## **6.2 Entrée dans les locaux pendant le temps scolaire**

Seuls bénéficient d’un droit d’accès permanent aux enceintes scolaires : les personnels, les élèves pendant le temps scolaire, le maire, les autorités académiques, le délégué départemental de l’éducation nationale. Toute autre personne ne peut pénétrer dans l’enceinte scolaire qu’avec l’autorisation expresse du directeur ou sur convocation ou invitation de ce dernier.

## **6.3 Hygiène**

Le directeur organise le travail des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM – [Décret n°92-850 du 28 août 1992 modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006079793&dateTexte=20200708)) en service à l’école qui, pendant leur service dans les locaux scolaires, sont placés sous son autorité fonctionnelle.

Ces derniers restent placés sous l’autorité hiérarchique du maire de la commune ([art.R412-27 du code des communes](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006349817&cidTexte=LEGITEXT000006070162&dateTexte=19810516)).

Le règlement intérieur de l’école établit les différentes mesures quotidiennes destinées à répondre à ce besoin. A l’école maternelle et à l’école élémentaire, le nettoyage des locaux, effectué par les agents municipaux selon l’occupation des locaux et en accord avec le directeur est quotidien. L’aération doit être suffisante pour maintenir les locaux en état de salubrité. Les enfants sont, en outre, éduqués par leur maître et les adultes de l’équipe éducative à la pratique quotidienne de l’autonomie, de l’ordre et de l’hygiène, en particulier au lavage des mains après le passage aux toilettes et avant chaque repas. Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés. Les toilettes doivent être propres et fonctionnelles et la circulation doit être organisée afin de permettre à chaque enfant de s’y rendre aussi souvent que nécessaire de manière sécurisée.

Dans les classes maternelles et sections enfantines, le personnel spécialisé de statut communal est notamment chargé de l’assistance au personnel enseignant pour les soins corporels à donner aux enfants.

Les locaux et les activités déployées doivent permettre la mise en œuvre de bonnes pratiques d’hygiène, notamment en prévenant les sources de contamination extérieures, tels les animaux domestiques, les plantes, les insectes, les rongeurs et autres animaux nuisibles, et en évitant la contamination croisée entre les denrées alimentaires, les équipements, les matériels, les matériaux, l’eau, l’aération, le personnel, en particulier par une séparation suffisante entre les secteurs propres et les secteurs souillés.

Les précautions d’hygiène indispensables sont prises sous la responsabilité des enseignants qui s’assurent que les animaux introduits dans la classe présentent les conditions maximales d’hygiène et règlent ponctuellement, avec les familles, les difficultés qui pourraient apparaître, par exemple : dans des cas d’allergies incompatibles avec la présence de certains animaux. La consultation d’un vétérinaire serait nécessaire en cas de doute sur l’origine des animaux ou leur état sanitaire.

## 

**6.4 Santé et sécurité (cf. Annexe 3)**

|  |
| --- |
| **Titre 7 – Protection de l’enfance et surveillance** |

La responsabilité civile des maîtres s’exerce dans le cadre fixé par les articles [1242 du code civil](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032041559&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) et [L911-4 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000030254395&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20150218).

## 

## **7.1 Protection de l’enfance**

[La Convention internationale relative aux droits de l’enfant](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000716856) signée à New York le 26 janvier 1990 dispose que : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu’elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l’intérêt supérieur de l’enfant doit être une considération primordiale.

[La loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l’enfance](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000823100&dateTexte=) affirme notamment la compétence du Département, collectivité territoriale, concernant les mineurs en danger ou risquant de l’être. La [loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l’enfance](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000032205234?init=true&page=1&query=loi+n°+2016-297+du+14+mars+2016&searchField=ALL&tab_selection=all) vient compléter la loi de 2007.

La [loi n°2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000045133771?init=true&page=1&query=LOI+n°+2022-140+du+7+février+2022+relative+à+la+protection+des+enfants+&searchField=ALL&tab_selection=all) apporte des avancées notables en matière d’assistance éducative, de recours aux services d’aide sociale à l’enfance (ASE) et de lutte contre diverses formes de maltraitance. Cette nouvelle loi vise essentiellement les enfants confiés à l’ASE afin de préparer leur avenir, les aider à être autonomes et mieux les seconder lors de leur majorité.

L’éducation nationale contribue à cette politique interministérielle sur les volets de la prévention et du repérage des situations de danger ou de risque de danger en partenariat avec les acteurs locaux. L’École est en effet un lieu privilégié en termes d’observation, de repérage et d’évaluation des difficultés scolaires, sociales, familiales et de santé des élèves.

L’organisation des actions d’information et de sensibilisation sur l’enfance maltraitée en milieu scolaire s’inscrit dans la politique de protection de l’enfance qui *« vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l’enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social et à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation, dans le respect de ses droits »*, en application de [l’article L112-3 du code de l’action sociale et des familles](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006074069/LEGISCTA000006157552/?anchor=LEGIARTI000045136781" \l "LEGIARTI000045136781) (CASF).

Pour ce faire, il conviendra de se référer à la [circulaire du 7 février 2022 relative à l’organisation des actions d’information et de sensibilisation sur l’enfance maltraitée dans le cadre de la protection de l’enfance](https://www.education.gouv.fr/bo/22/Hebdo7/MENE2204209C.htm).

L’enseignant ou tout membre de l’équipe éducative ayant connaissance de tout fait de maltraitance physique ou psychique est tenu de porter ces informations préoccupantes à la connaissance de l’autorité hiérarchique.

Si les personnels de l’éducation nationale ont un devoir de transmission et de signalement, ils n’ont pas la responsabilité de l’enquête, de l’évaluation et de la mise en œuvre des dispositifs de protection de l’enfance qui relèvent de la responsabilité du président du conseil départemental et du procureur de la République.

Dans le cadre du schéma départemental, un protocole a été défini par le procureur de la République, le président du conseil départemental, le directeur académique des services de l’éducation nationale, précisant la procédure de signalement. Tous les signalements sont centralisés à la Direction des services départementaux de l’éducation nationale. A cet effet, deux fiches navettes d’informations préoccupantes sont mises en place.

## **7.2 Surveillance – dispositions générales**

## [Art.D321-12 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006527394&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20060524); [circulaire n°97-178 du 18 septembre 1997 relative à la surveillance et à la sécurité des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires publiques](http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2009/04/cir_1508.pdf)[modifiée par la circulaire n°2014-089 du 9 juillet 2014.](https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=38498)

Le devoir de surveillance incombe aux enseignants et aux directeurs d’école.

La surveillance des élèves, pendant toute la durée au cours de laquelle ils sont confiés à l’institution scolaire, doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l’état et de la distribution des locaux et du matériel scolaire et de la nature des activités proposées. Une attention particulière sera portée aux jeux dangereux.

Le service de surveillance, au moment de l’accueil, à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est arrêté par le directeur après consultation du conseil des maîtres.

Le maire étant responsable de la sécurité sur la voie publique et en particulier de l’aménagement des aires de stationnement des cars scolaires, le directeur d’école se rapprochera des services municipaux afin de rechercher les moyens permettant d’effectuer, dans des conditions optimales de sécurité l’entrée et la sortie des élèves, leur descente et leur montée dans les transports ainsi que l’attente devant l’école.

Toute anomalie constatée doit être signalée par le directeur d’école.

Pendant les récréations, le nombre d’enseignants présents dans la cour doit être suffisant pour assurer une surveillance renforcée aux points sensibles afin de permettre une intervention rapide en cas de nécessité. Le tableau détaillé des services de surveillance doit être affiché dans un endroit accessible aux personnels concernés.

Les temps de récréation, d’environ 15 minutes en école élémentaire et 30 minutes en école maternelle, sont déterminés en fonction de la durée effective de la demi-journée d’enseignement. Le temps dévolu aux récréations est à imputer de manière équilibrée dans la semaine sur l’ensemble des domaines d’enseignement ([Arrêté du 9 novembre 2015 fixant les horaires d’enseignement des écoles maternelles et élémentaires](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031518724&dateTexte=20200809)).

La surveillance s’exerce au cours des activités d’enseignement scolaire obligatoires, lors des activités scolaires se déroulant à l’extérieur de l’école et des récréations ainsi que des sorties de classe. L’obligation de surveillance ne se limite pas à l’enceinte des locaux scolaires. Elle vaut pour l’ensemble des activités prises en charge par l’école qu’elles soient obligatoires ou facultatives.

Lorsqu’ils empruntent les circuits spéciaux de transport, les élèves sont placés sous la surveillance de l’organisateur.

## **7.3 Accueil et remise des élèves aux familles**

### **7.3.1 Dispositions communes à l’école élémentaire et à l’école maternelle**

La surveillance s’exerce pendant la période d’accueil des élèves, chaque demi-journée, dix minutes avant l’entrée en classe. A l’issue de l’enseignement obligatoire et le cas échéant, des activités pédagogiques complémentaires (APC), les élèves sont placés sous la responsabilité des familles sauf s’ils sont pris en charge, à la demande de ces dernières, par un service de garde, d’accueil de loisirs associé à l’école (ALAE), d’activités périscolaires, d’accompagnement éducatif, d’études surveillées, de cantine ou de transport.

En dehors des heures réglementaires d’activité scolaire, la garde des enfants peut être assurée dans les locaux de l’école. Elle est organisée et financée par la commune, un établissement public de coopération intercommunale détenant la compétence périscolaire, ou par une association régulièrement constituée conformément à la loi du 1er juillet 1901, après avis du conseil d’école. Une grande vigilance doit être apportée au respect des horaires, notamment lors des passations de responsabilité.

### **7.3.2 Dispositions particulières à l’école élémentaire**

La sortie des élèves s’effectue sous la surveillance de leur maître ou du (des) maître(s) de service. Cette surveillance s’exerce dans la limite de l’enceinte des locaux scolaires jusqu’à la fin des cours ou, le cas échéant, de l’APC. Les élèves peuvent alors, selon le choix des familles, soit quitter l’école, soit être pris en charge par un service de cantine, de garderie, de transport ou de CLAE, de TAPE ou d’études surveillées.

### **7.3.3 Dispositions particulières à l’école maternelle**

A l’entrée des classes, les enfants sont remis par les parents ou les personnes qui les accompagnent soit au service d’accueil, soit aux maîtres chargés de la surveillance.

A la sortie des classes, à la fin de chaque demi-journée, ils sont soit remis directement aux parents (ou aux personnes nommément désignées par eux par écrit et présentées au directeur ou à l’enseignant), soit pris en charge par un service de cantine, de garderie, de temps d’activités péri-éducatives (TAPE) ou d’associations de loisirs associées à l’école s’ils y ont été inscrits.

La présence de parents qui accompagnent l’élève jusqu’à la classe ou qui circulent dans l’enceinte de l’école, en début et fin du temps scolaire, devra faire l’objet d’une réglementation arrêtée en conseil d’école et reprise au sein du règlement intérieur de l’école, au regard de l’effectif maximum déclaré (l’effectif déclaré n’intègre pas la présence des parents) et dans le cadre des consignes de sécurité incendie et du plan Vigipirate.

L’enseignant est responsable des enfants qui lui sont confiés dès leur accueil sur le temps scolaire et tant qu’ils ne sont pas rendus à leur famille ou remis à la personne du dispositif périscolaire, même si l’heure de sortie réglementaire est dépassée. Dans le cas d’un enfant que personne ne serait venu chercher, il appartient au directeur d’école de prendre les décisions appropriées aux circonstances. En dernier ressort, l’enfant pourra être remis aux autorités de police ou de gendarmerie.

## 

## **7.3.4 Droit d’accueil**

[Art.L133-1 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=9DBFF9E59D3AC5A4FA433E9FFB752524.tplgfr24s_2?idSectionTA=LEGISCTA000019346670&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200709) ; [art.L132-2 à L133-10 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=9DBFF9E59D3AC5A4FA433E9FFB752524.tplgfr24s_2?idSectionTA=LEGISCTA000019346680&cidTexte=LEGITEXT000006071191&dateTexte=20200709) ; [décret n°2008-901 du 4 septembre 2008 relatif à la compensation financière de l’Etat au titre du service d’accueil](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019428405) ; [circulaire n°2008-111 du 20 août 2008 relative à la mise en œuvre de la loi créant un droit d’accueil au profit des élèves des écoles maternelles et élémentaires](http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2009/05/cir_25834.pdf).

Un droit d’accueil est instauré au profit des élèves des écoles maternelles et élémentaires. Ceux-ci doivent pouvoir bénéficier d’un service d’accueil lorsque les enseignements ne peuvent être délivrés en raison de l’absence imprévisible de leur professeur et de l’impossibilité de le remplacer et en cas de grève des personnels enseignants.

Pour les écoles maternelles et élémentaires publiques, le service d’accueil est organisé par les services de l’État, sauf lorsqu’en cas de grève le nombre d’enseignants d’une école ayant déclaré leur intention de faire grève est égal ou supérieur à 25 % du nombre de personnes qui exercent des fonctions d’enseignement dans l’école. Dans ces conditions, c’est à la commune de mettre en place ce service d’accueil.

## **7.4 Participation de personnes extérieures aux activités d’enseignement**

[Circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992 relative à la participation d’intervenants extérieurs aux activités d’enseignement](https://cache.media.education.gouv.fr/file/interventions_exterieures/14/7/bo92_412147.pdf)

[Guide du directeur d’école](https://cache.media.eduscol.education.fr/file/guide_pratique_directeurs_d_ecole/71/4/Guide_direction_ecole_4_fiche_intervenants_exterieurs_390714.pdf)

L’intervention de personnes extérieures est un phénomène qui s’accentue d’année en année. Elles apportent une contribution aux activités obligatoires d’enseignement, soit sur le temps scolaire dans les locaux scolaires, soit lors des sorties scolaires.

**7.4.1 Objectifs**

L’aide apportée par l’intervenant extérieur s’inscrit dans le projet pédagogique du professeur et a pour objectif de compléter et d’enrichir les enseignements.

Elle permet une ouverture de l’École sur son environnement économique, culturel ou patrimonial à travers un éclairage technique. Par ailleurs, certaines activités, nécessitant un encadrement renforcé ou une compétence précise, ne sont rendues possibles que grâce à la contribution d’intervenants extérieurs. Dans cette perspective, ils peuvent prendre des initiatives mais sans se substituer au professeur.

**7.4.2 Rôle de l’enseignant**

Certaines formes d’organisation pédagogiques nécessitent la répartition des élèves en plusieurs groupes rendant impossible une surveillance unique.

Le professeur en charge de la classe au moment de l’activité garde la responsabilité pédagogique permanente de l’organisation de la séance.

Dans ces conditions, le maître, tout en prenant en charge l’un des groupes ou en assurant la coordination de l’ensemble du dispositif, se trouve déchargé de la surveillance des groupes confiés à des intervenants extérieurs (animateurs, moniteurs d’activités physiques et sportives, parents d’élèves, etc.), ou à des ATSEM, sous réserve que :

* Le maître par sa présence et son action assume de façon permanente la responsabilité pédagogique de l’organisation et de la mise en œuvre des activités scolaires ;
* Le maître sache constamment où sont tous ses élèves ;
* Les intervenants extérieurs aient été régulièrement autorisés ou agréés par le directeur académique des services de l’éducation nationale ;

Les intervenants extérieurs sont placés sous l’autorité du maître.

L’enseignant définit les conditions d’organisation de l’activité et les règles de sécurité à mettre en œuvre, éventuellement en concertation avec l’intervenant extérieur. L’enseignant doit interrompre immédiatement l’activité s’il constate que les conditions de sécurité ne sont plus réunies. Néanmoins, il appartient à l’intervenant extérieur chargé d’un groupe d’élèves de prendre les mesures d’urgence, le cas échéant.

En cas de nécessité et pour l’encadrement des élèves au cours d’activités scolaires se déroulant à l’extérieur de l’école pendant le temps scolaire, le directeur peut accepter ou solliciter la participation de parents volontaires agissant à titre bénévole. Il peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l’école, autoriser des parents d’élèves à apporter au maître une participation à l’action éducative.

Pour certains types d’activités, une procédure d’agrément est nécessaire.

Le nom du parent, l’objet, la date, la durée et le lieu de l’intervention sollicitée seront précisés.

**7.4.3 Typologie des interventions**

Il y a lieu de distinguer les interventions ponctuelles et les participations bénévoles de l’intervention de collectivités publiques ou d’associations.

* **Interventions ponctuelles et participants bénévoles**

Toute personne susceptible d’apporter sa contribution aux activités d’enseignement peut être autorisé à intervenir, de façon ponctuelle et bénévole et sous la responsabilité du professeur concerné, dans le cadre d’une activité prévue par le projet d’école.

Les intervenants bénévoles, notamment les parents d’élèves, doivent recevoir une autorisation écrite pour intervenir pendant le temps scolaire.

Dans le premier degré, cette autorisation est délivrée par le directeur d’école. Elle intervient après avis du conseil des maîtres et information de l’inspecteur de l’éducation nationale. Elle est valable pour l’année scolaire en cours et doit être renouvelée chaque année.

* **Interventions de collectivités publiques ou d’associations**

Ces interventions sont mises en œuvre à partir d’une demande des établissements et font l’objet d’une concertation avec les équipes éducatives, afin de déterminer les objectifs et les modalités d’intervention. De fait, chaque action prend en compte la spécificité de l’établissement et des publics rencontrés. Elles sont inscrites dans le projet d’école.

Les intervenants extérieurs non bénévoles sont rémunérés par une collectivité publique (collectivités territoriales ou autres administrations de l’État) ou par une personne morale de droit privé, une association de parents d’élèves par exemple.

L’éducation nationale établit la liste des associations habilitées à intervenir dans les établissements scolaires dans les conditions prévues aux [articles D551-1 à D551-6 du code de l’éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071191/LEGISCTA000020663454/" \l "LEGISCTA000020743036) ([liste des associations agréées au niveau national](https://www.education.gouv.fr/les-associations-agreees-par-l-education-nationale-6797) et [liste des associations agréées au niveau académique](http://www.ac-toulouse.fr/cid76750/associations-agreees.html)). Ces associations bénéficient d’un label de qualité. Toutefois, elles ne bénéficient pas d’un droit à intervenir pendant le temps scolaire en appui aux activités d’enseignement.

Si elles interviennent, elles ne se substituent pas aux activités d’enseignement.

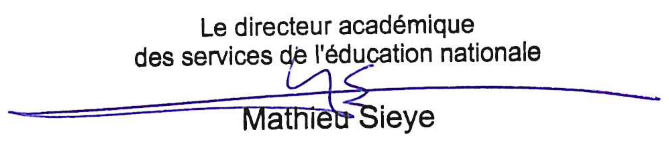
Lorsqu’il s’agit d’une intervention régulière dans le cadre scolaire, une convention d’une durée d’un an, doit être signée. Dans le premier degré, elle est passée entre l’employeur et l’inspecteur de l’éducation nationale ou le directeur académique des services de l’éducation nationale, selon le champ d’application. Elle est contresignée par le directeur d’école concerné qui en garde un exemplaire à l’école.

Enfin, tous les intervenants extérieurs rémunérés doivent obtenir l’autorisation écrite du directeur d’école.

L’autorisation est délivrée par le directeur d’école, dans le cadre des principes et des orientations définis par le conseil d’école à la demande ou avec l’accord des équipes pédagogiques concernées et dans le respect de la responsabilité pédagogique des enseignants.

Le directeur d’école peut, pour une intervention exceptionnelle, autoriser dans les mêmes conditions l’intervention d’une association non agréée s’il a auparavant informé du projet d’intervention le recteur d’académie ou le directeur académique des services de l’éducation nationale agissant sur délégation du recteur d’académie, dans le cas où celui-ci a reçu une délégation de signature.

Après avoir pris connaissance de ce projet, l’autorité académique peut notifier au directeur d’école d’établissement son opposition à l’action projetée.



**ANNEXES : *Elles font partie intégrante du règlement type départemental des écoles publiques de la Haute-Garonne****.*

* *Les parents d’élèves et l’autorité parentale (annexe 1)*
* *Admission des élèves à besoins particuliers – dispositions (annexe 2)*
* *Sécurité travail (annexe 3)*
* *Les instances (annexe 4)*
* *Horaires des écoles publiques du département de la Haute-Garonne (annexe 5)*